

Ne limitons pas notre liberté!



Le 27 septembre prochain, nous votons entre autres sur l'initiative de l'UDC pour limiter l'immigration européenne, qui revient en fait à mettre un terme à nos accords bilatéraux avec l'UE. La question n'est pas de savoir si l'on aime l'UE ou non, ni si l'on trouve qu'elle fonctionne bien, mais si l'on est prêt à détruire le socle de nos relations avec elle, qui assure un meilleur niveau de vie à tous en Suisse depuis vingt ans.

*Yves Mirabaud - *Président de l'Association de Banques Privées Suisses*

3 septembre 2020

Oui, la population suisse augmente: elle était de 5,3 millions d'habitants en 1960, puis de 6,3 millions en 1980, de 7,2 millions en 2000 et enfin de 8,6 millions en 2020. Ces chiffres démontrent que la libre circulation avec l'UE n'a pas tellement contribué à l'accroissement de la population. L'immigration nette (arrivées moins départs) ne représente d'ailleurs plus que 40.000 à 45.000 personnes par année, dont environ 30.000 des pays de l'UE. Cette immigration est nécessaire pour financer les rentes AVS des quelque 500.000 baby-boomers qui partiront à la retraite ces dix prochaines années, faute d'une natalité suffisante en Suisse.

Pourquoi un pays connaît-il de l'immigration? C'est tout simplement le reflet de son succès économique. A la fin des années 70, l'immigration était négative, les travailleurs quittaient la Suisse. Aujourd'hui, la libre circulation avec l'UE n'est pas absolue, il faut un emploi pour venir s'installer en Suisse, ou alors disposer de moyens suffisants pour vivre sans recours à l'aide sociale. Des mesures d'accompagnement sont en place pour lutter contre le dumping salarial.

L'économie suisse a besoin de spécialistes et de professionnels de qualité qui ne se trouvent pas en nombre suffisant en Suisse, et certains secteurs comme la santé ou la restauration ont besoin de frontaliers pour occuper tous les postes existants.

Si l'initiative de l'UDC ne vise que l'accord de libre circulation avec l'UE, celui-ci fait partie des premiers accords bilatéraux conclus avec l'UE, qui sont tous liés entre eux, sauf décision contraire de l'UE dans les six mois suivant la dénonciation de l'un d'eux.

Alors que l'UE est en pleine négociations post-Brexit avec le Royaume-Uni, et qu'elle répète à chaque occasion que la libre circulation est la pierre angulaire de l'accès à son marché, qui peut croire qu'elle fera gentiment une exception pour la Suisse?

On parle beaucoup des exportations suisses vers l'UE, notre principal partenaire commercial et de loin; il est vrai que sans accords bilatéraux, de nombreuses entreprises ne pourraient plus être concurrentielles sur le marché européen depuis la Suisse et délocaliseraient leur production voire leur siège.

Plutôt que de sauver des emplois, l'initiative en détruirait beaucoup. Mais souvenez-vous aussi de la vie avant les accords bilatéraux: la queue à la douane de tous les pays européens, les difficultés pour étudier à l'étranger, l'isolation des chercheurs suisses. Est-ce cela que nous voulons léguer à nos enfants? Et qu'arriverait-il aux quelque 500.000 Suisses qui se sont établis dans les pays de l'UE grâce à la libre circulation?

Le problème n'est pas l'immigration en provenance de l'UE, qui s'est d'ailleurs réduite de moitié depuis le lancement de l'initiative. Les difficultés de nombreuses personnes au quotidien viennent de la gestion imparfaite de l'augmentation de la population suisse: il aurait fallu continuer à construire des voies ferrées, des routes, des logements, des écoles, des crèches. Nous vivons avec des infrastructures qui ne sont plus adaptées à notre époque.

C'est pourquoi le 27 septembre, je voterai non à l'initiative de limitation, afin que la Suisse reste un pays prospère et accueillant, en premier lieu pour ses propres citoyens.